

Chapitre IV

L'IMPACT D'UNE GUERRE TOTALE

La bataille de la Marne a montré qu'aucune grande puissance ne peut en défaire une autre d'un seul coup par l'outil militaire de 1914. Pour autant, un compromis de paix reste inconcevable. Les Français doivent repousser l'envahisseur de leur sol ; quant aux Allemands, ils ont eu un avant-goût de victoire. Après la Marne, la guerre ne peut plus ni être gagnée, ni se terminer rapidement.

Sans issue décisive, chaque camp doit user l'adversaire. Autrement dit, consacrer toutes les ressources nationales à soutenir une longue guerre d'usure. Ainsi, les systèmes socio-économiques les plus complexes et les plus prospères au monde doivent-ils être reconvertis à des fins de destruction. Rien de moins qu'une révolution, que personne n'a prévue, se profile à l'horizon.

La guerre totale, comme le général allemand Erich Ludendorff l'appellera plus tard¹, touche tous les pans de la civilisation européenne. Elle transforme en profondeur les modes de gouvernance, les économies, les sociétés et les cultures européennes.

S'adapter à une guerre d'usure

En 1914, aucune société industrielle avancée n'a fait l'expérience d'une longue guerre d'usure. On ignore donc si les populations de ces nations, qui ont atteint un haut niveau de civilisation et de complexité, seront à l'abri des famines et des insurrections face aux défis d'une guerre totale.

Les plans préparés à l'avance par chaque belligérant s'avèrent ridiculement peu adaptés. L'armée britannique s'apprêtait à mobiliser 100 000 hommes ; la Grande Guerre la contraint à en mobiliser trois millions. La France finit par appeler sous les drapeaux huit millions d'hommes, soit 62,7 % des

1. Erich Ludendorff, *La Guerre totale*, Paris, 1936.

hommes âgés de 18 à 40 ans (ou encore 20 % de la population française totale). Les dépenses des États, elles aussi, sont bouleversées. Le budget de l'État français enflé de 5 milliards de francs en 1913 à 190 milliards de francs en 1918. À ce moment-là, le service de la dette à lui seul – les intérêts payés aux détenteurs d'obligations pour la défense – atteint 7 milliards de francs. En 1918, un franc vaut seulement un sixième de sa valeur d'avant-guerre. Les gouvernements se retrouvent confrontés à une situation où les leçons du passé sont inutiles.

Au bout de quelques mois de guerre, les gouvernements des pays belligérants sont contraints de remiser la plupart de leurs idées préconçues et d'improviser. Les Français, par exemple, avaient prévu d'arrêter la production industrielle pour que tout homme en âge de porter un fusil puisse rejoindre les rangs de l'armée contre des Allemands supérieurs en nombre. On avait même fermé les usines de munitions pour envoyer les ouvriers au front. Vers la fin de l'année 1914, à court de munitions et face à la perspective d'une guerre longue, le gouvernement doit rouvrir ses usines d'armement et affecter hommes et femmes au service national, appelé le « front intérieur ».

Relever le défi d'une guerre totale signifie cependant bien autre chose pour les États qu'une simple gestion de quantités d'équipements, de soldats et de munitions sans précédent. Toute l'économie doit être mise au service des besoins militaires, et la productivité s'accélérer jusqu'aux limites de l'endurance humaine. Pour les civils, la production de biens de consommation est restreinte aux produits les plus strictement indispensables. La consommation des civils, autrefois affaire du libre-échange, doit être désormais strictement régulée par l'État. Les citoyens n'étant pas égaux devant le poids des sacrifices imposés par l'effort de guerre, les États doivent trouver de nouveaux moyens de persuasion pour les leur faire accepter. Les gouvernements se voient donc aussi confrontés à la nécessité de contrôler l'opinion publique.

Quelques pays belligérants sont à la hauteur de la tâche. D'autres non. Pour les États déjà divisés et affaiblis par des conflits sociaux ou ethniques – il s'agit pour l'essentiel des empires multinationaux, l'Autriche-Hongrie, la Turquie ottomane et la Russie tsariste –, les difficultés s'accumulent. La tradition bureaucratique, l'autorité autocratique, des populations nombreuses, la taille géographique ne sont plus des atouts, comme ils l'auraient été dans une guerre traditionnelle. Durant la Première Guerre mondiale, le succès dépend davantage de la productivité industrielle – la capacité à produire en masse du matériel de guerre – et de la cohésion sociale interne – le consentement des citoyens à supporter les efforts et à accepter des privations inégalement réparties imposées par le gigantesque effort national. La guerre agit comme un révélateur et met en évidence la vacuité du pouvoir autoritaire dans les empires multinationaux. La Grande-Bretagne relève le mieux le défi, suivie par la France républicaine. Il faut néanmoins convenir que la Grande-Bretagne n'eut à subir aucun combat sur son sol. Et pourtant, elle ne se releva jamais complètement de la Grande Guerre.

Les gouvernements en guerre : approche comparée

Aucun État belligérant ne parvient à installer immédiatement un gouvernement de guerre. Face à cette situation nouvelle, ils ont trop à désapprendre et trop à expérimenter avant d'adopter de nouveaux expédients. Aucun pays ne réagit de la même façon, parce que le défi lancé par la guerre met à nu des qualités et des capacités différentes.

LA GRANDE-BRETAGNE

Quand la guerre éclate, la Grande-Bretagne est gouvernée depuis huit ans par le parti libéral. En 1906, les libéraux ont remporté les élections sur leur engagement à réduire au minimum l'intervention de l'État en matière économique et sociale. Cette promesse n'est qu'en partie entamée par le vote de ce qu'on a appelé le « budget du peuple » de 1909, qui instaure des impôts sur le revenu et sur l'héritage, et par la loi sur l'assurance nationale de 1911. Lord Runciman, un grand armateur et le président de la Chambre de commerce britannique, exprime en ces termes le point de vue des libéraux orthodoxes en 1914 : « Aucune action du gouvernement ne peut l'emporter sur les lois économiques et toute intervention de sa part débouchera sur un désastre¹. » Le grand magasin Harrods, en publiant une annonce dans un journal, lance un slogan qui devient vite populaire, *Business as usual*. Le premier ministre Herbert Asquith, homme prudent dont huit années à la tête du pays ont réduit le zèle, laisse une grande latitude à chaque ministre. Il envoie en France un million de soldats volontaires sans disposer du soutien d'une administration solide en Grande-Bretagne.

Avec pragmatisme, sinon avec enthousiasme, le gouvernement britannique commence à exercer des contrôles sous la pression des circonstances et sans principe directeur clair. Un certain nombre de ressources sont placées sous le contrôle de l'État. Les compagnies privées de chemin de fer passent sous la direction d'un comité gouvernemental qui garantit aux actionnaires le même taux de bénéfice qu'en 1913. Le sucre, qui, avant la guerre, était pour l'essentiel importé d'Allemagne ou d'Autriche, devient monopole d'État. Les denrées transitant par le marché libre deviennent plus coûteuses. Le gouvernement exerce d'abord subrepticement son influence sur le marché des céréales, avant d'étendre son contrôle sur l'ensemble des denrées alimentaires ; en 1918, il institue le rationnement général sur tous les produits alimentaires.

Le contrôle des loyers est imposé en 1915 à Glasgow, où règne une forte agitation ouvrière ; il sera étendu progressivement au reste du royaume.

1. A. J. P. Taylor, *English History, 1914-1945*, Oxford, 1965.

Dans les mines de charbon du sud du pays de Galles, où les conflits sociaux entre ouvriers et patrons sont dans l'impasse, le gouvernement nationalise les mines pour toute la durée de la guerre, tout en garantissant aux propriétaires un revenu équivalent à celui d'avant-guerre. Le libre-échangiste Reginald McKenna, chancelier de l'Échiquier, introduit en catimini des impôts indirects sur les automobiles, les films, les montres et autres importations de « luxe » – première violation du « principe sacro-saint du libre-échange » depuis l'abolition de la loi sur les grains (droits de douane sur l'importation des céréales) de 1846. Il est vrai que c'est davantage pour sauver l'espace maritime et les devises que pour faire revenir la Grande-Bretagne au protectionnisme.

La question des munitions constitue le problème le plus urgent à résoudre. Des rumeurs, selon lesquelles le corps expéditionnaire britannique manquerait d'obus, ébranlent la confiance du pays dans la capacité du gouvernement libéral à mener la guerre. Asquith élargit alors son cabinet, en mai 1915, en y faisant entrer plusieurs conservateurs ainsi que le dirigeant du parti travailliste Arthur Henderson – premier parlementaire travailliste à occuper un poste ministériel en Grande-Bretagne. L'innovation principale du nouveau gouvernement est la création, en juillet 1915, du ministère des Munitions, dirigé par David Lloyd George.

Lloyd George, né dans le pays minier du sud du pays de Galles où la rébellion est endémique, est sans doute le dirigeant britannique le plus remarquable du siècle, après Winston Churchill. Il apporte un tempérament impétueux, une énergie sans bornes, une âme de lutteur en politique et une absence totale d'idées préconçues à cette nouvelle institution dont l'emprise s'étend progressivement à toutes les sphères de l'économie. Il est « à lui seul la révolution galloise en marche¹ ».

Allouer des millions de livres sterling à l'industrie privée pour qu'elle produise rapidement du matériel de guerre implique inévitablement une surveillance de la part du gouvernement ainsi que des limitations dans les bénéfices et des allocations en main-d'œuvre et en ressources. Lloyd George ne recule pas. Simple bureau des contrats de l'armée doté de 20 fonctionnaires en 1914, le ministère des Munitions est devenu, en 1918, une immense machine bureaucratique employant 65 000 personnes qui ont sous leur contrôle 3 millions d'hommes et de femmes travaillant dans les usines d'armement. Lloyd George reçoit ses pouvoirs par la loi sur les munitions de guerre, votée en mai 1915. Par ce texte, le ministère des Munitions peut désormais contrôler directement les usines d'armement dont les propriétaires refuseraient les conditions fixées par le gouvernement, à savoir : régulation des bénéfices, arbitrage de tous les différends de travail au sein de l'usine et système de « certificat de départ » qui lie les ouvriers à leur poste de travail.

1. George Dangerfield, *The Strange Death of Liberal England*, Londres, 1935.

En pratique sinon en principe, le gouvernement britannique, avec Lloyd George, s'approche au plus près d'une économie dirigée.

Par le biais de la conscription, le gouvernement s'arroge un pouvoir sur la vie des citoyens – sur leur mort aussi. Le nombre des volontaires est suffisant pour remplir les plans d'urgence de 1914 et de 1915. Et, en effet, le corps expéditionnaire britannique, fort d'un million d'hommes, est la plus grande armée de volontaires de l'histoire moderne. Toutefois, le volontariat est non seulement un système inégalitaire, mais il est, le plus souvent, inapproprié : un ouvrier qualifié, par exemple, est plus utile dans son atelier que dans une tranchée. En janvier 1916, le gouvernement adopte le service militaire national obligatoire. Cette nouvelle mesure autoritaire suscite une violente opposition même parmi les partisans de la guerre. Le gouvernement, toutefois, n'est pas sourd aux arguments des « objecteurs de conscience ». Ceux-ci se chiffrent à environ 16 000 personnes, dont 1 500 acceptent des missions alternatives comme l'évacuation des blessés.

La conscription a pour effet de libérer davantage d'emplois pour les femmes. Deux millions de femmes pauvres travaillaient déjà. Mais ce sont surtout les femmes des classes moyennes, indépendantes financièrement, qui brisent le carcan des habitudes victoriennes et qui font passer à trois millions le nombre de femmes au travail.

En décembre 1916, Lloyd George remplace le prudent Asquith au poste de premier ministre. La Grande-Bretagne a trouvé son chef de guerre.

Ce franc-tireur de l'aile radicale du parti libéral, qui s'était opposé avec âpreté à la guerre des Boers, et qui avait mené le combat, en temps de paix, contre les portefeuilles des riches avec son « budget du peuple » de 1909, tient les rênes de la transformation de la Grande-Bretagne en un État qui, dans le contexte de la guerre, intervient dans tous les domaines. Rétrospectivement, on peut dire que sa façon de conduire les affaires de l'État a été une expérience remarquablement réussie, bien que sans projet au départ. Plus que tout autre pays belligérant, la Grande-Bretagne finance la majeure partie de l'effort de guerre davantage par l'impôt que par l'inflation. L'impôt sur le revenu atteint le chiffre record de 30 % des recettes fiscales de l'État. Les Britanniques supportent les sacrifices de la guerre, bien moins inégalement répartis ici qu'ailleurs.

LA FRANCE

En France, le gouvernement de guerre suit une évolution similaire. Comme nous l'avons souligné précédemment, les usines de munitions sont fermées et leurs ouvriers envoyés massivement au front pour une guerre que l'on espère brève. Après la bataille de la Marne, l'évidence s'impose : la France doit en même temps mener le combat et faire tourner ses usines. À la différence de la Grande-Bretagne cependant, la France a derrière elle une

longue tradition de service militaire obligatoire ; y englober les ouvriers des industries vitales revient à reconnaître la nécessité d'une guerre totale.

Les produits de première nécessité sont soumis plus progressivement à une régulation. En octobre 1915, d'autorité, le gouvernement réquisitionne les céréales en imposant un prix fixe. Puis, en 1916, il fait de même pour le sucre, les œufs et le lait. Un ministère à l'Approvisionnement est créé l'année suivante. Finalement, en juin 1918, on instaure le système des cartes de rationnement pour le pain et le sucre. Même la riche France agricole se voit contrainte de réguler la distribution des denrées alimentaires autant que la Grande-Bretagne, traditionnellement importatrice de produits agricoles.

Les Allemands occupant les régions industrielles les plus riches du pays, la production industrielle française est fortement réduite. Les dix départements occupés du Nord et de l'Est produisaient en effet les trois quarts du charbon français et les quatre cinquièmes du fer et de l'acier. L'occupation de ces régions par les Allemands rend impensable tout compromis de paix. Si les Français ne peuvent pas se retirer du conflit, ils ne peuvent pas non plus gagner seuls.

En comparaison, la France rencontre plus de difficultés à financer la guerre que la Grande-Bretagne. Si celle-ci prélève des impôts sur les revenus depuis 1842, les citoyens français sont encore fermement opposés à toute taxation directe. Lloyd George l'avait définitivement emporté sur la Chambre des lords entre 1909 et 1911, quand les lords s'étaient opposés sans succès à l'instauration de fonds d'aide sociale et à un impôt progressif sur le revenu. Le parlement français, dominé par des petits propriétaires de province, avait, de son côté, rejeté à maintes reprises, depuis la fin du dix-neuvième siècle, l'impôt sur le revenu et privilégié les impôts indirects et les emprunts d'État. Du coup, les impôts ne couvrent qu'un cinquième des dépenses de guerre de la France. Pour financer le reste, le gouvernement français émet des bons du Trésor et fait marcher la planche à billets. Cette politique laissera, après guerre, deux séquelles : une dette écrasante envers la classe moyenne et une forte inflation.

Les relations entre pouvoir civil et pouvoir militaire se révèlent aussi moins bonnes en France. En Grande-Bretagne, aucun doute n'a jamais plané sur la prééminence du pouvoir civil. L'armée française, de son côté, a toujours bénéficié d'une forte tradition d'autonomie, comme il sied à une grande puissance territoriale. Le corps des officiers, aux opinions conservatrices, voire monarchistes, était tombé tacitement d'accord avec les gouvernements de la Troisième République pour une séparation bien claire des domaines civil et militaire. Ce système fonctionna assez bien, sauf durant l'affaire Dreyfus, au tournant du siècle, quand l'armée tenta de dissimuler une erreur judiciaire flagrante. Même les Français aux convictions républicaines irréprochables sentent, en 1914, que les civils ne doivent pas s'immiscer dans les affaires de l'armée. Le commandant en chef, le général Joffre, exerce au début une autorité quasi féodale sur la Défense nationale. Tous

pensent que la situation d'urgence ne durera pas. Lorsque, de toute évidence, une mobilisation de la nation tout entière s'avère nécessaire, la question de savoir qui détient l'autorité suprême devient cruciale.

En fin de compte, la balance penche en faveur de l'autorité civile, dans la continuité de la tradition républicaine française, mais seulement après trois années de chamailleries préjudiciables. Le parlement français réaffirme progressivement son droit à superviser la conduite de la guerre, à travers les commissions militaires du Sénat et de la Chambre. À la fin de l'année 1916, devant l'incapacité de Joffre à sortir de l'impasse à laquelle avait abouti la bataille de la Marne, la majorité des députés contraint le gouvernement à le renvoyer. L'indépendance de l'armée diminuera plus tard encore quand le successeur de Joffre, l'exubérant général Robert Nivelle, échouera à percer les lignes de défense en Champagne. Des mutineries s'ensuivront, qui menaceront la continuation de la guerre.

Finalement, le gouvernement français trouve son chef de guerre en la personne de Georges Clemenceau, à la fin de l'année 1917. « La guerre est une chose trop importante pour qu'on la laisse aux généraux », grommelle-t-il. Comme Lloyd George, Clemenceau se situe politiquement au centre gauche. Vieil athée endurci, démocrate, médecin de formation, Clemenceau a derrière lui une longue carrière parlementaire, un vrai fléau pour tous les gouvernements. Lorsqu'il était à la tête du gouvernement de 1906 à 1909, il n'a pas hésité à faire appel à l'armée pour écraser les grèves. Maintenant, en 1917, il imprime son style à l'administration de guerre, rudesse bourrue et tendance nationaliste de gauche dans la tradition jacobine. Son programme de gouvernement exposé devant le parlement déroge à l'habituelle harangue politique et tient en ces quatre mots : « Je fais la guerre. » Il envoie en prison ou réduit au silence ceux qui osent prendre position en faveur d'une paix de compromis, alors que les Allemands occupent toujours une partie du territoire national. Sous son autorité, la France se dote d'un gouvernement de guerre totale.

L'ALLEMAGNE

Confiant dans le plan Schlieffen, qui promettait une victoire rapide, aucun Allemand n'avait envisagé une guerre prolongée. En 1914, l'armée allemande dispose de six mois d'approvisionnement en matériel de guerre indispensable. La production est interrompue par l'envoi des ouvriers qualifiés au front. Confrontée à la perspective d'une guerre longue, sans les ressources nécessaires (sans autonomie notamment pour les denrées agricoles, le pétrole et autres produits de première nécessité), l'Allemagne doit organiser plus solidement son « front intérieur » avant même les autres pays belligérants.

Walter Rathenau, directeur de la Compagnie générale d'électricité allemande AEG, Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft, est immédiatement

désigné pour réorganiser l'approvisionnement en matières premières de l'armée. Prophète en matière de technocratie, Rathenau souhaite réconcilier le monde des affaires et le monde de la science. Il réunit les entreprises de chaque branche de production en groupements chargés de la répartition des matières premières, qui ne sont pas sans rappeler les cartels que les industries du charbon, de l'acier et quelques industries chimiques avaient déjà mis sur pied avant la guerre. Chaque groupement achète des matières premières et les alloue aux producteurs les plus performants. Ce système a tendance à favoriser les grandes entreprises au détriment des petites (ce qui n'est pas pour déplaire à Rathenau, adepte de l'efficacité industrielle). Le système a, en revanche, pour désavantage de rendre difficile la limitation des bénéfices exorbitants réalisés dans des circonstances aussi particulières. En termes exclusivement techniques, cependant, la machine de guerre allemande est approvisionnée avec beaucoup d'efficacité au moment où Rathenau est remplacé, en 1915, par un officier supérieur de l'armée.

L'administration du ravitaillement, créée en mai 1916 à la suite du mécontentement populaire, ne connaît pas la même réussite. Les conditions sont extrêmement difficiles parce que l'Allemagne, avant la guerre, ne produisait que 80 % de sa consommation de denrées alimentaires. Cette production baisse en proportion avec la raréfaction des ouvriers agricoles, des chevaux et des fertilisants comme l'azote. Les citadins, affamés, exigent des mesures pour contraindre les paysans à céder leurs stocks ou à ne plus pratiquer le marché noir. Durant l'hiver 1916-1917, la principale nourriture des pauvres n'est plus la pomme de terre, mais le navet. La consommation moyenne par habitant tombe à moins de 1 000 calories par jour ; 750 000 Allemands meurent de faim. La faim aggrave les clivages sociaux et l'antagonisme entre les villes et les campagnes ; elle accentue le sentiment, partagé par un nombre croissant d'Allemands, que le poids des sacrifices imposé par la guerre est inéquitablement réparti.

À la différence de la Grande-Bretagne et de la France, l'Allemagne consolide l'influence des militaires sur le gouvernement, restant ainsi fidèle au prestige traditionnellement attaché à la caste militaire prussienne sous la seule autorité du Kaiser. Dans le contexte d'effort de guerre, deux figures se détachent : deux héros militaires prêts à jouer le rôle de dictateurs, le général Paul von Hindenburg, chef de l'état-major général, et le général Erich Ludendorff, intendant général d'armée de 1^{re} classe (titre traditionnellement donné en Prusse au numéro 2 de l'armée). Hindenburg, aristocrate prussien et grand propriétaire terrien, et Ludendorff, l'un des rares généraux roturiers, sont vénérés par la population depuis qu'ils ont remporté les seules victoires allemandes en 1914 – sur les Russes, mis en déroute à Tannenberg et en Mazurie. Après Verdun, bataille sanglante et sans issue, le général Falkenhayn est discrédité et le Kaiser nomme à sa place, le 29 août 1916, Hindenburg et Ludendorff. En 1918, ils seront plus puissants que le Kaiser lui-même.

Au moment où Hindenburg et Ludendorff prennent leurs fonctions, le socialisme de guerre (*Kriegssozialismus*), ainsi que l'appelle Ludendorff, est en train de voir le jour. Ils le poussent à l'extrême en mobilisant l'ensemble des ressources humaines. La loi du 2 décembre 1916 sur le service auxiliaire décrète la mobilisation générale sur le front du travail pour tous les Allemands âgés de 17 à 60 ans. L'un des buts de cette mesure, bien sûr, est d'augmenter au maximum la production ; l'autre est de canaliser le mécontentement ouvrier et de réduire la puissance de levier que la guerre est en train de donner aux syndicats. L'inspirateur de ce projet est le général Wilhelm Groener, un technocrate de l'armée qui a fait des prouesses dans l'organisation des chemins de fer. Ignorant les objections des responsables économiques et des hommes d'affaires influents qui se sont toujours opposés à la présence de syndicats dans les usines, Groener fait entrer des délégués syndicaux dans les comités d'usine et les bureaux régionaux au ravitaillement et au travail. Cette avancée audacieuse permet à Groener d'utiliser les syndicats pour préserver la paix sociale en leur donnant, pour la première fois, la légitimité de fonctions officielles.

Après « l'hiver des navets » de 1917, le gouvernement allemand s'efforce d'apaiser une population de plus en plus mécontente. Des dispositifs de propagande patriotique, comme les gigantesques statues de bois du maréchal Hindenburg autour desquelles se tiennent des rassemblements militaires, n'ont cependant que peu d'effets. Les promesses d'avantages territoriaux dans les Pays-Bas et en Europe de l'Est, la perspective d'une Europe dominée par les Allemands (*Mitteleuropa*), rêves auxquels aspirent hommes d'affaires et chefs militaires, restent lettre morte en l'absence de victoire à l'Ouest. Un nombre grandissant d'Allemands refusent de se sacrifier pour assurer les privilèges d'une minorité. Ils appellent de leurs vœux une plus grande démocratie dans le pays et « une paix sans annexions ni contributions » ; ces perspectives ne sont pas dénuées de fondement, depuis qu'un nouveau régime démocratique a été instauré en Russie en mars 1917.

Le chancelier Bethmann-Hollweg tente de redonner de l'espoir en arrachant au Kaiser la promesse d'abolir, après la guerre, le système électoral censitaire à trois classes en vigueur en Prusse. Cette avancée ne fait qu'irriter Hindenburg et Ludendorff et ne contribue pas à contrer les revendications présentées par un certain nombre de députés en faveur d'une déclaration publique rejetant les buts de guerre annexionnistes. Le 14 juillet 1917, Hindenburg et Ludendorff persuadent le Kaiser de renvoyer le chancelier Bethmann-Hollweg et de le remplacer par un bureaucrate terne et sans expérience du pouvoir politique, Georg Michaelis. La subordination du gouvernement civil à l'autorité militaire est désormais évidente. Malgré la présentation d'une résolution pour la paix par la gauche modérée (sociaux-démocrates, Parti progressiste, Centre catholique) le 19 juillet 1917, cet appel à « une paix de compréhension et de réconciliation entre les peuples » est ignoré par un gouvernement maintenant entièrement dominé par l'état-major annexionniste.

En 1918, de tous les pays belligérants, l'Allemagne est celui qui se rapproche le plus d'une dictature militaire et technocratique. Même si quelques officiers de l'état-major font preuve d'ouverture d'esprit en associant les syndicats aux prises de décision, les dirigeants du haut commandement militaire restent attachés à l'expansion allemande.

LA RUSSIE

La Russie impériale, autocratique et arriérée, est très vite dépassée par tout ce qu'implique une guerre totale. Handicapée dès le début par un grave manque d'équipement et de matériel, elle peut juste compter sur sa supériorité numérique en hommes pour submerger l'ennemi. Tous les soldats ne sont pas équipés de fusils ; ceux qui n'en ont pas doivent récupérer les armes de leurs camarades tués au combat. Le manque d'obus d'artillerie du côté russe explique largement l'avance allemande en 1915 et l'échec de Broussilov à conserver son avantage en Galicie autrichienne durant l'été 1916. Dans des conditions aussi difficiles, mobiliser des masses d'hommes comporte le risque de les voir se radicaliser.

Tous les pays belligérants sont, bien sûr, confrontés à des pénuries, mais dans le cas de la Russie, une bureaucratie sclérosée s'avère incapable d'y remédier. Le tsar Nicolas II assume personnellement le commandement suprême des forces armées, mais il n'a ni la capacité, ni l'instruction militaire nécessaires. Les affaires intérieures sont laissées aux soins de l'impératrice, une princesse allemande ignorante et toujours sur les nerfs. Elle tombe sous l'influence d'un moine orthodoxe, Grigori Raspoutine, paysan visionnaire aux appétits gargantuesques qui lui promet de guérir son fils hémophile. Les rumeurs scabreuses qui courent sur le compte de la famille impériale s'ajoutent à la mauvaise gouvernance et affaiblissent la vénération que le peuple porte au tsar.

Dans ces conditions, de nouveaux organismes officieux voient le jour et œuvrent parallèlement au gouvernement, ou contre lui. Le gouvernement lui-même sombre dans la paralysie. Pendant que les militaires suivent leur propre chemin, des personnalités publiques bien intentionnées tentent d'organiser le front intérieur. L'Union des zemstvos (assemblées provinciales) et des villes, par exemple, constituée de responsables locaux chargés à l'origine de s'occuper des réfugiés, assume des fonctions bien plus larges. Les industriels les plus influents persuadent le régime de les laisser mettre sur pied des comités regroupant les industries de guerre.

Dans un pays où les dirigeants refusent même d'accorder le droit de vote aux classes moyennes, il est impossible de faire appel au sens civique. La Douma (parlement) qui a suscité de grands espoirs au moment de sa création en 1905, est une assemblée mal élue, le droit de vote ayant été fortement restreint à partir de 1907. Sur 1,5 million d'habitants que compte

Moscou en 1915, seuls 9 500 ont le droit d'élire les membres du conseil municipal. Ivan Goremykine, un vieux bureaucrate de 75 ans qui assure les fonctions de premier ministre, est incapable de comprendre la nécessité d'accorder des concessions : « La première chose à faire, déclare-t-il au Conseil des ministres le 2 septembre 1915, est de conclure victorieusement la guerre au lieu de nous occuper des réformes. Nous aurons assez de temps pour cela une fois que nous aurons chassé les Allemands¹. » Un tel gouvernement obscurantiste ne peut évidemment satisfaire personne : ni ceux qui appartiennent aux classes privilégiées, ni les ouvriers, les combattants ou les paysans. Le mécontentement couve dans tout le pays. Le meurtre de Raspoutine, en 1916, est l'œuvre d'un groupe d'aristocrates qui compte même dans ses rangs un prince du sang. Les conservateurs et les monarchistes constitutionnels à la tête de la Douma ne peuvent obtenir la création d'une véritable administration de guerre sans entrer en conflit avec le tsar.

L'AUTRICHE-HONGRIE

De tous les pays belligérants, l'empire des Habsbourg souffre le plus des mouvements centrifuges des minorités ethniques. Sur 100 soldats mobilisés par l'Autriche-Hongrie en août 1914, 25 sont de langue maternelle allemande, 23 parlent magyar (hongrois) ; 13 parlent tchèque ; 9, serbo-croate ; 8, polonais ; 8, ukrainien ; 7, roumain ; 5, slovaque ; 3, slovène ; 1, italien. Pendant que la propagande de guerre exacerbe la conscience nationale et propage l'idée d'autodétermination, la Grande-Bretagne, la France et même l'Allemagne peuvent se concilier leurs populations par des promesses de démocratie élargie, tandis que les Habsbourg ne peuvent faire aucune concession aux minorités séparatistes sans causer en même temps la dissolution de l'Empire.

Les brèves effusions de loyauté dynastique, en juillet-août 1914, n'ont jamais fait l'unanimité. Les adversaires d'une guerre longue et générale – si différente de la guerre courte et localisée dont rêvaient les Autrichiens – ont tôt fait de réveiller les conflits ethniques qui ont empoisonné la politique austro-hongroise depuis la fin du dix-neuvième siècle. L'état-major, en envoyant des troupes au front, n'a plus la garantie qu'un soldat slave, par exemple, ne pactisera pas avec un Russe ou un Serbe et ne trahira pas l'Autriche-Hongrie.

L'existence d'une monarchie double rend la situation encore plus compliquée pour le gouvernement de guerre. Les populations allemande et hongroise, qui dominent l'Empire, tentent d'empêcher toute forme, même mineure, de décentralisation linguistique ou politique en faveur des Polonais,

1. Michael Cherniavsky, *Prologue to Revolution: Notes of A. N. Iakhontov on the Secret meetings of the Council of Ministers*, 1915, New York, 1967.

des Tchèques, des Roumains ou des Slaves du Sud. Les deux moitiés de l'Empire rivalisent pour obtenir la direction des bureaux d'approvisionnement, qui font double emploi. La bureaucratie traditionnelle des Habsbourg jalouse les nouvelles structures, tandis qu'en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne les rivalités interadministratives sont bien moindres.

L'industrie austro-hongroise produit trop peu ; ainsi les régiments ne disposent même pas d'un nombre d'uniformes suffisant pour vêtir les soldats envoyés sur le front. Certains réservistes n'ont que des sous-vêtements. Des fournisseurs peu scrupuleux ont équipé l'armée de bottes aux semelles en carton. Le blocus allié empêche les importations vitales. À Vienne, la réduction de la ration de farine, qui passe de 200 à 160 grammes par jour, provoque une grève générale en janvier 1918.

Le régime autocratique des Habsbourg se révèle incapable de mener une guerre totale. Le chancelier autrichien, le comte Karl Sturgkh, tente d'ignorer l'opinion publique, sachant qu'on ne peut la mobiliser sans risquer une recrudescence des nationalismes. Tandis que le parlement hongrois se réunit pendant la guerre, le Reichsrat autrichien s'en abstient par crainte de donner une tribune aux sociaux-démocrates dissidents, aux Tchèques et aux Polonais. Les bâtiments du Reichsrat, du reste, ont été convertis en hôpital militaire. Finalement, le parlement autrichien se réunit en mai 1917 à la suite de l'assassinat du comte Sturgkh en octobre 1916 par le jeune intellectuel socialiste Friedrich Adler, aux cris de « À bas l'absolutisme ! Nous voulons la paix ! ». Mais il est trop tard, l'Autriche-Hongrie ne peut compter sur le soutien populaire qu'en acceptant le séparatisme.

Quand le vieil empereur François-Joseph meurt à l'âge de 86 ans en novembre 1916, après un règne de 68 ans, le dernier lien qui maintenait ensemble ces peuples disparates se rompt. Son petit-neveu et héritier, Charles I^{er}, comprend que la guerre est en train de porter un coup fatal à la dynastie. À la fin de l'année 1916, il lance un ballon d'essai en vue d'une négociation de paix secrète auprès du président Woodrow Wilson et du pape. Cela va lui coûter la loyauté des derniers de ses fidèles, les populations d'origine allemande. Celles-ci se tournent désormais vers Berlin pour aider l'Allemagne à asseoir son hégémonie à travers l'Europe centrale. L'Empire austro-hongrois a dépéri de l'intérieur avant d'être définitivement défait de l'extérieur.

L'ITALIE

L'Italie entre en guerre tardivement (mai 1915), davantage dans un esprit d'intérêt territorial que dans un esprit de croisade. Le roi Victor-Emmanuel III, le président du Conseil Antonio Salandra et le ministre des Affaires étrangères Sydney Sonnino se rallient à l'Entente ; ils croient à une guerre courte et avantageuse. Une minorité bruyante de nationalistes, dont font

partie le peintre futuriste Filippo Marinetti, le syndicaliste révolutionnaire Benito Mussolini et le poète Gabriele D'Annunzio, manifestent en faveur de la guerre dans les rues de Rome. Ils sont persuadés que la violence redonnera de l'énergie à une Italie qui semble sommeiller depuis les combats pour l'unification du dix-neuvième siècle. « Amis, le temps n'est plus aux discours, mais à l'action », hurle D'Annunzio du balcon de son hôtel, à Rome, devant une foule de cent mille personnes, le 12 mai 1915. « Si c'est un crime d'inciter les citoyens à la violence, alors je m'enorgueillis de ce crime¹. »

Cependant, la perspective d'une guerre n'enthousiasme pas la plupart des Italiens. Les deux plus importantes organisations de masse, le parti socialiste et l'Église catholique, s'y opposent, de même que le leader centriste Giovanni Giolitti. À la différence des autres pays belligérants, l'effort de guerre en Italie ne produit ni union sacrée ni paix sociale.

L'Italie et son gouvernement de guerre se heurtent à beaucoup plus d'obstacles que les autres pays de l'Entente, la Grande-Bretagne et la France. Son niveau d'industrialisation n'a rien de comparable à celui des grandes puissances du nord et de l'ouest de l'Europe. Les pénuries sont particulièrement insolubles dans un pays où le Sud n'a jamais été réellement intégré ni économiquement, ni socialement. En 1914, pas moins de 38 % des Italiens sont illettrés. En l'absence de dirigeants efficaces à la tête du pays, les déséquilibres induits par la guerre affectent brutalement les Italiens. En 1917, l'inflation réduit de 27 % les salaires réels des ouvriers dans les usines de munitions de Turin et de Milan. Quand les campagnes militaires lancées contre l'Autriche tournent à la débâcle dans les Dolomites, région montagneuse des Alpes orientales, les tensions sociales et régionales s'aggravent et dégènèrent.

L'impact social de la guerre

La guerre totale déclenche des ondes de choc porteuses de changements sociaux. D'une certaine façon, l'effort de guerre soutenu en commun rend les sociétés européennes plus égalitaires. La mort elle-même abolit les écarts sociaux. Le service militaire obligatoire existe dans tous les pays en guerre. L'aristocratie a, très probablement, perdu une plus grande proportion de ses fils, parmi les rangs des jeunes officiers durement frappés, que les classes moyennes. Sur fond de pénuries de guerre, toute forme d'ostentation, d'oïveté, de luxe est déplacée. Dans le climat d'euphorie de 1914, il est aisé de croire que « la guerre va générer une ardeur patriotique et un esprit commun de sacrifice sans limites² », faisant de chaque nation une vraie famille. Le 19 septembre 1914, Lloyd George se réjouit de ce que « toutes les classes

1. Cité in John Woodhouse, *Gabriele d'Annunzio : Defiant Archangel*, Oxford, 1998.

2. Max Weber, cité in Arthur B. Mitzman, *The Iron Cage*, New York, 1970.

sociales, les classes supérieures comme les classes inférieures, se dépouillent de leur égoïsme et prennent une nouvelle allure extérieure... Pour la première fois nous voyons les choses essentielles, tout ce que nous masquait l'accroissement exubérant des richesses¹. »

La tenue vestimentaire devient plus simple, plus pratique et plus informelle. Ce changement débute par les uniformes. La voyante tenue bleu et rouge de l'infanterie française, cible idéale pour les mitrailleuses au début de la guerre, est bientôt remplacée par l'habit bleu horizon plus fonctionnel. Les jupes des femmes sont raccourcies aux chevilles définitivement. Les Européennes vont remiser au placard les rembourrages ou faux-culs, les corsets, les traînes et les plumes.

LE STATUT DES FEMMES

La guerre transforme aussi la vie des femmes et pas seulement dans leurs rôles d'épouses, de filles et de consommatrices. Comme les hommes appelés au combat quittent leur poste de travail, on a besoin des femmes pour faire marcher la production de guerre. Les femmes pauvres ont toujours travaillé dans les champs ou comme domestiques, bien sûr, mais à présent elles remplacent les hommes à des tâches plus qualifiées, y compris dans les usines, comme les fabriques textiles par exemple, où elles travaillaient auparavant. On les rencontre même dans l'industrie lourde. En 1918, le nombre de femmes qui travaillent dans les usines d'armement Krupp, en Allemagne, est passé de 2 000 au début de la guerre à 28 000. Dans les usines de munitions, un tiers du personnel est féminin. Après la guerre, même si les soldats qui ont survécu reprennent souvent leur ancien poste, occupé par des femmes pendant la guerre, on s'est habitué à voir celles-ci accomplir un large éventail de tâches.

La guerre change surtout la vie des femmes appartenant aux classes moyennes, en leur ouvrant l'accès à des professions variées, autrefois chasse gardée des hommes, comme les emplois de bureau et l'enseignement. Il devient tout à fait normal qu'une femme de la classe moyenne, jeune, active et célibataire, ait son propre appartement, sorte sans chaperon et même fume en public. Les manuels sur le contrôle des naissances écrits par Marie Stope en 1918, *L'Amour du couple au sein du mariage*, et *Des parents avisés*, deviennent des best-sellers en Angleterre ; en 1921, Stope ouvre la première clinique anglaise de contrôle des naissances. L'héroïne du roman de Victor Margueritte, *La Garçonne* (1922), a un travail intéressant, porte les cheveux courts, fait du sport et revendique, comme son fiancé, la liberté sexuelle. De 1922 à 1929, il s'en vend un million d'exemplaires en France. Ce type de

1. David Lloyd George, *La Guerre européenne, discours prononcé au Queen's Hall de Londres le 19 septembre 1914*, Payot, 1915.

femme émancipée suscitera une réaction brutale que les mouvements fascistes exploiteront plus tard. Mais dorénavant, il deviendra impossible, dans la plupart des pays européens, d'exclure les femmes du droit de vote. En 1919, en Grande-Bretagne, lady Astor est élue à la Chambre des communes : c'est la première femme à siéger dans un parlement européen¹.

LE RÔLE DU TRAVAIL

Une guerre ne peut durer longtemps qu'avec l'assentiment des ouvriers. Pour les faire travailler davantage et augmenter la productivité, il devient indispensable pour les gouvernements de consulter les délégués des ouvriers. Le patriotisme patent de la plupart des ouvriers, en août 1914, rend naturelle la présence de parlementaires socialistes au gouvernement, du moins en France et en Grande-Bretagne. En France, les réformistes socialistes Marcel Sembat et Jules Guesde entrent au gouvernement quand la guerre commence. Après Arthur Henderson en avril 1915, comme nous l'avons déjà mentionné, ce sont John Hodge et George Barnes, députés travaillistes au parlement, qui entrent au cabinet de Lloyd George en décembre 1916.

Les syndicats de travailleurs acquièrent, au cours de la guerre, un pouvoir nouveau et une légitimité nouvelle. Le droit des travailleurs à s'organiser remonte seulement à un demi-siècle sur le continent (1869 en Allemagne du Nord ; 1884 en France). Jusqu'en 1914, la plupart des patrons s'opposaient avec âpreté aux syndicats. Après quelques mois de guerre, les gouvernements britannique, français et allemand jugent qu'il est plus avisé de négocier avec les syndicats. En Grande-Bretagne, par exemple, un accord est signé au cours d'une réunion au ministère de l'Économie et des Finances, en mars 1915. Les syndicats acceptent par ce *Treasury Agreement* d'assouplir les règles syndicales qui régissent le travail dans les usines de guerre et de remplacer, pendant la durée de la guerre, les grèves par un arbitrage. En échange, le gouvernement nomme des représentants ouvriers au Comité national consultatif du Travail et s'engage à contrôler les bénéfices des industriels.

L'intégration des syndicats est poussée encore plus loin sous le régime militaro-bureaucratique du socialisme de guerre allemand. Le marché conclu entre le général Groener et les syndicats, déjà évoqué précédemment, accroît considérablement le prestige et le nombre d'adhérents de ces organisations, qui passent de 967 000 membres en 1916 à 1 107 000 en 1917. À la fin de la guerre, l'accord Stinnes-Legien, entre représentants de l'industrie et ceux du monde ouvrier, instaure les conventions collectives en Allemagne. La France

1. En Allemagne, les femmes sont autorisées à adhérer à des partis politiques et à des associations seulement depuis 1908.

aussi prolonge son expérience de guerre en légalisant la négociation collective en 1920.

Tous les ouvriers n'acceptent pas ce qu'ils considèrent comme un assujettissement. Le rejet, par les mineurs britanniques, du Treasury Agreement, contraint le gouvernement à nationaliser les mines pour la durée de la guerre, par la loi des munitions de guerre. En 1918, un nombre de plus en plus élevé d'ouvriers européens en arrive à la conclusion qu'en intégrant les organismes publics, les syndicats se transforment eux-mêmes en gestionnaires du capital.

LES CLIVAGES SOCIAUX

Si la guerre opère un nivellement social – pour les femmes et pour les ouvriers en particulier – elle accentue aussi les conflits sociaux. Si, avec la guerre totale, l'ensemble de la population est mobilisée, tout le monde ne se retrouve pas dans les tranchées. Ainsi, les ouvriers qualifiés sont plus utiles dans les usines d'armement. Les hommes qui savent faire jouer leurs relations se dénichent des postes non exposés dans les quartiers généraux. Deux groupes de population paient très cher le tribut du sang : les petites gens sans qualification et les jeunes officiers. Parmi les Français tués au combat, les jeunes ruraux sont proportionnellement plus touchés que les autres. Le pourcentage de victimes parmi les jeunes officiers britanniques, jeunes gens souvent très talentueux et motivés, est trois fois plus élevé que la moyenne. Parmi les saint-cyriens de la classe 1914, 63 % périssent au combat. Les survivants, dont beaucoup sont mutilés, éprouvent le sentiment mêlé de fierté et d'amertume d'avoir souffert davantage que la majorité. Cette mystique des tranchées crée une solidarité sur fond de ressentiment entre les anciens combattants, et la conscience d'être investis d'une mission : garder un œil vigilant sur les nations qu'ils ont sauvées.

La guerre aggrave aussi les tensions entre les générations. Les combattants méprisent la génération des anciens qui les a envoyés au front. Ceux qui ont le mauvais rôle dans le plus grand roman sur la Première Guerre mondiale, *À l'ouest, rien de nouveau*, d'Erich Maria Remarque, ce ne sont pas les ennemis tapis dans les tranchées, mais les mentors de la jeunesse allemande, comme l'instituteur Kantorek, qui lui ont bourré la tête de slogans patriotiques : « Le premier bombardement nous révéla notre erreur et fit s'écrouler la vision des choses qu'il nous avait inculquée¹. »

1. Erich Maria Remarque, *op. cit.*

L'impact économique

Dans le domaine économique aussi, les pertes liées à la guerre ne sont pas réparties équitablement. D'un côté, quelques-uns profitent de la guerre pour s'enrichir ; de l'autre, beaucoup sont ruinés par l'inflation.

LES PROFITEURS DE GUERRE

Il pouvait être très lucratif d'être fournisseur des armées, et les profiteurs de guerre révoltent la population. Le personnage de fiction Frédéric Haverkamp, campé par Jules Romains dans *Verdun*, fait partie de ces nouveaux riches. Il a fait fortune en fournissant des bottes bon marché et de mauvaise qualité à l'armée. Il n'est pas le seul dans son genre. La solution évidente pour pallier ce problème aurait été de passer, avec les fournisseurs, des contrats à des prix de revient majorés, mais ceux-ci sont difficiles à faire respecter et les mesures de répression – comme lorsque les Allemands mirent la main sur les usines de moteurs de voiture Daimler, accusées d'avoir gonflé leurs comptes – sont rares.

Les gouvernements de guerre favorisent les grosses firmes au détriment des plus petites de façon parfois assez subtile, comme nous l'avons vu avec les comités de matières premières mis en place en Allemagne par Walter Rathenau. La guerre stimule aussi la concentration des entreprises en cartels ou en trusts. En 1916, en Allemagne, les plus importantes usines chimiques mettent en commun leurs ressources pour former le nouveau trust qui deviendra après-guerre le géant de l'industrie chimique, I. G. Farben.

L'INFLATION

Aucun pays belligérant n'évite, à des degrés divers, l'inflation. Les usines de guerre tournent à plein régime, 24 heures sur 24, pour produire du matériel de guerre. De nombreux biens de consommation se raréfient. Pratiquement chaque personne valide travaille. La combinaison de trois facteurs – dépenses publiques élevées, rareté des biens de consommation et plein emploi – provoque une montée en flèche des prix dans les économies de guerre les plus laxistes. Même dans un pays comme la Grande-Bretagne, où les affaires de l'État sont bien gérées, la livre sterling, en 1919, a perdu les deux tiers de sa valeur par rapport à 1914. En France, les prix doublent – ou peu s'en faut – mais le pire est encore à venir avec l'inflation des années 1920. En Allemagne, comme nous le verrons plus loin, le mark s'effondre à la fin de l'année 1923.

Les effets de l'inflation sont très contrastés : bénéfiques pour les uns, très

préjudiciables pour les autres. Les salaires des ouvriers qualifiés dans les industries stratégiques en Europe de l'Ouest augmentent à peu près à la même vitesse que les prix et davantage. En revanche, les salaires des ouvriers sans qualification, ou qui travaillent dans des industries non stratégiques, restent à la traîne. De telles disparités enveniment les rapports sociaux. En Grande-Bretagne seulement, la plupart des revenus réels des ouvriers se maintiennent au niveau des prix. Une partie plus importante du revenu national britannique revient temporairement à la classe laborieuse. Sur le continent, malgré l'augmentation des salaires, la plupart des ouvriers perdent du pouvoir d'achat, sauf ceux qui travaillent dans les secteurs stratégiques de l'industrie. L'indice du coût de la vie en France en 1917 est de 180 (base 100 en 1914), tandis que celui des salaires ne dépasse pas 170. Même les familles où les salaires progressent au même rythme que l'inflation sont indignées par la note de l'épicier, qui ne cesse d'augmenter jour après jour.

Les classes moyennes aux revenus fixes sont les plus durement touchées par l'inflation. Les retraités, les rentiers qui vivent sur des dividendes ou sur les intérêts de leur rente, ainsi que certaines professions, perçoivent les mêmes revenus pendant que les prix doublent ou triplent. Ces « nouveaux pauvres » se cramponnent cependant à une dignité qui cache mal la misère, raccommode leurs vieux vêtements, économisent un peu sur le budget consacré à la nourriture en faisant pousser quelques pommes de terre dans leur jardinet et renoncent à tout sauf aux signes extérieurs de respectabilité.

Les classes moyennes, écrit le poète anglais Stephen Spender, ressemblent à des danseurs suspendus dans les airs après que le plancher de la salle de bal s'est effondré, « encore capables par miracle de prétendre qu'ils dansent toujours¹ ».

L'inflation peut aussi changer radicalement la position sociale que l'on occupe dans la société. Une foule d'employés de bureau, de petits fonctionnaires, de maîtres d'école, d'ecclésiastiques, de boutiquiers sont maintenant plus pauvres que nombre d'ouvriers qualifiés et ont plus de mal à supporter cette humiliation que la perte de leur confort et des agréments de leur vie quotidienne. « Au cinéma, je prends des places au balcon [elles y sont moins chères], se plaint l'épouse d'un médecin de campagne anglais. Ma femme de ménage, elle, prend des places au parterre [les meilleures places]². »

Pour comble, certains chefs d'entreprise profitent de l'inflation, qui sévit en temps de guerre et d'après-guerre, pour bâtir de grandes fortunes. Les débiteurs peuvent rembourser leurs dettes en monnaie dévaluée. Les contrats de guerre et les emprunts de capitaux permettent à beaucoup d'industriels d'agrandir leurs usines. Ainsi, peu après la guerre, l'entrepreneur allemand Hugo Stinnes profite de l'inflation pour construire un immense empire.

1. Stephen Spender, *Autobiographie, 1909-1950*, Bourgois, 1993.

2. C. F. G. Masterman, *England after the War*, Londres, 1923.

L'hostilité et les divisions sociales engendrées par la Première Guerre mondiale reposent moins sur la somme des privations endurées que sur un sentiment d'inégalité face aux épreuves de la guerre. Le cri « Plus jamais ça ! » se transforme vite en une remise en cause d'un ordre économique, social et culturel qui a engendré cette guerre et qui a fait peser le poids de celle-ci de façon si inéquitable.

L'impact sur l'ordre établi

La ferveur patriotique, si unanime en 1914, fait croire que la guerre peut estomper réellement les conflits sociaux dans les pays belligérants, au moins à court terme. Toutefois, l'unité qui s'instaure dans un moment d'enthousiasme a du mal à tenir sans se fissurer au cours des années de privations, alors qu'aucune perspective de victoire ne se dégage pour un camp comme pour l'autre.

UNE AGITATION GRANDISSANTE

Le nombre des grèves est un bon indicateur pour mesurer la désaffection croissante des populations dans les pays belligérants. Les grèves ont atteint un pic historique dans toute l'Europe peu avant 1914. On compte plus de 1 500 arrêts de travail en France en 1910 – un chiffre record ; il s'en produit plus de 3 000, la même année, en Allemagne. Plus d'un million d'ouvriers britanniques font grève, à un moment ou à un autre, en 1912. Le climat est particulièrement tendu dans le monde ouvrier durant l'été 1914 : une dure grève dans les transports à Dublin ; la « Semaine rouge », début juin 1914, en Italie ; un mouvement de grève qui va s'amplifiant à Saint-Pétersbourg, en juillet. Puis, soudainement, plus personne ne semble vouloir porter atteinte à l'enthousiasme belliqueux qui s'est emparé des esprits au cours de la première année de guerre. Ainsi, on ne recense que 10 arrêts de travail impliquant 4 159 ouvriers à Saint-Pétersbourg d'août à décembre 1914, 98 grèves en France durant toute l'année 1915 et 137 seulement en Allemagne.

Une recrudescence des mouvements de contestation, en 1916, révèle l'érosion de la paix sociale. Les arrêts de travail et le nombre des grévistes sont multipliés par quatre en France en 1916 par rapport à l'année précédente. En Allemagne, le premier mouvement important en temps de guerre est une grève surprise de trois jours rassemblant 50 000 ouvriers berlinois en mai 1916, pour protester contre l'arrestation du pacifiste Karl Liebknecht au cours d'une manifestation interdite pour la fête du Travail.

En Grande-Bretagne, deux secteurs sont en tête de la contestation ouvrière : les mines du sud du pays de Galles et les chantiers navals de l'estuaire de la Clyde, en aval de Glasgow. Le particularisme religieux, le

sentiment d'une appartenance ethnique distincte des Anglais, et une communauté ouvrière étroitement soudée expliquent l'hostilité de ces régions à la politique menée par le gouvernement de guerre. Les ouvriers du sud du pays de Galles et de la Clydeside rejettent les compromis de leur direction syndicale et suivent les militants de base – leurs délégués syndicaux – dans des grèves sauvages.

La violente controverse suscitée par l'autonomie irlandaise, dont la marche en avant est interrompue par la guerre, reprend de la vigueur. Les dirigeants du mouvement indépendantiste irlandais, le *Sinn Fein*, comptant sur l'aide de l'Allemagne, occupent des bâtiments officiels à Dublin le 24 avril 1916, le jour de Pâques. Les Britanniques réagissent en écrasant cette « Révolte de Pâques » au cours d'une semaine de combats sanglants et font exécuter les chefs de ce mouvement.

CRITIQUES LIBÉRALES ET SOCIALISTES

En août 1914, seul un petit nombre de dissidents isolés s'opposent à la guerre. Mais en 1916, l'opposition s'est organisée et s'active pour parvenir à une paix de compromis. L'opposition à la guerre prend deux formes : les libéraux et les socialistes. La critique libérale repose sur les thèses soutenues par des démocrates internationalistes du dix-neuvième siècle, comme l'Anglais John Bright (un opposant à la guerre de Crimée de 1854-1856), selon lesquels les guerres résulteraient des ambitions égoïstes des rois, des aristocrates et des chefs d'État en opposition avec les souhaits de paix de l'humanité. Pour les libéraux, la solution est double : un contrôle démocratique renforcé sur la politique étrangère et le remplacement de « l'anarchie internationale¹ » par un système de lois régulant les relations entre les nations. Événements majeurs de la période d'avant-guerre, les conférences de La Haye de 1899 et 1907 sont des signes avant-coureurs de cette approche. Elles définissent les règles régissant la conduite de la guerre et le traitement des prisonniers de guerre, et créent une Cour de justice internationale.

Malgré le coup porté au mouvement libéral par le chauvinisme populaire en 1914, le mouvement perdure, en particulier en Grande-Bretagne. Libéraux et travaillistes qui s'étaient opposés à la guerre forment, en décembre 1914, l'Union pour un contrôle démocratique. Ses membres préconisent des négociations de paix immédiates, un droit de regard des instances démocratiques sur la diplomatie, et une Ligue des Nations² pour soumettre les relations entre États souverains à des lois internationales. En

1. L'expression est de G. Lowes Dickinson, spécialiste en science politique de l'université de Cambridge et pacifiste britannique éminent.

2. Autre expression inventée par G. Lowes Dickinson.

juillet 1917, en Allemagne, une résolution de paix avait déjà été prise, comme nous l'avons noté, par une coalition de députés sociaux-démocrates, progressistes et centristes (catholiques) du Reichstag. Ils appellent à une paix sans annexions, qui repose sur les mêmes considérations que celles de l'opposition britannique, mais avec un impact public bien moindre.

La critique socialiste, de son côté, est fondée sur la théorie marxiste qui rend la compétition capitaliste responsable de la guerre. Les marxistes considèrent qu'il ne sert à rien d'en finir avec la guerre sans mettre à bas, en même temps, le système économique qui, selon leur analyse, ne peut qu'engendrer à l'avenir de nouvelles guerres.

Les groupes pacifistes marxistes sont plus puissants sur le continent qu'en Grande-Bretagne. Le parti travailliste indépendant (ILP) de Ramsay MacDonald et Philip Snowden reste allié aux libéraux dans l'Union pour un contrôle démocratique. En Allemagne, cependant, où le parti social-démocrate (SPD) avait voté à l'unanimité les budgets militaires en août 1914, 18 membres font sécession et quittent le parti en 1916, pour former le Parti socialiste indépendant (USPD) en mars 1917, qui se déclare en faveur d'une paix négociée immédiate et d'une révolution. Pour les socialistes français, il est plus difficile de rompre l'Union sacrée de 1914 tant que les troupes allemandes occupent le territoire national. Même dans ces conditions, au cours du congrès national du parti socialiste français (SFIO) de décembre 1916, l'aile pacifiste du parti arrive quasiment à égalité avec la majorité patriotique. Les socialistes russes, quant à eux, n'ont jamais fait partie d'un gouvernement de guerre et les socialistes italiens, dans leur majorité, se sont opposés à la guerre depuis le début.

Ces minorités internationalistes aspirent à renouer leurs relations d'avant-guerre avec les partis étrangers. La vieille machine de la Seconde Internationale¹, cependant, est paralysée par l'antagonisme entre les majorités favorables à la guerre des partis socialistes français et allemand. Les socialistes des pays neutres – Suisse, Suède et, jusqu'en avril 1915, Italie – organisent des réunions socialistes internationales non officielles en coopération avec des émigrés russes, comme Lénine en Suisse et Trotski à Paris. La première de ces réunions socialistes européennes se tient à Zimmerwald, en Suisse, en septembre 1915. Les participants sont peu nombreux ; un délégué ironise sur le fait que tous les socialistes internationalistes d'Europe tiendraient dans quatre voitures² ! Les délégués sont irréconciliablement divisés entre une majorité (23 voix) qui veut seulement s'opposer à une guerre annexionniste, et une minorité (7 voix) qui souhaite, à l'instar de Lénine, transformer la guerre impérialiste en une guerre civile. Quand une seconde conférence se réunit à Kienthal, en Suisse, en avril 1916, le mouvement socialiste pacifiste

1. Cf. p. 85.

2. Robert Wohl, *French Communism in the Making, 1914-1924*, Stanford, CA, 1966.

s'est étoffé. Les gouvernements s'en méfient désormais et refusent d'accorder des passeports à ceux de leurs ressortissants qui souhaitent y participer.

En 1917, le moral flanche dans tous les pays belligérants. Alors qu'on s'apprête à célébrer le troisième anniversaire de la guerre, sans le moindre signe d'une issue prochaine, l'agitation gagne. L'année 1917 voit des mutineries se produire dans l'armée française, une résolution de paix adoptée au Reichstag allemand, un ballon d'essai, pour des négociations de paix secrètes, lancé par la monarchie austro-hongroise. Cette même année, le mouvement de contestation lancé par les délégués syndicaux à Clydeside en Écosse atteint son point culminant. La révolution russe de février 1917 n'est, dans cette perspective, que la plus importante de toute une série de secousses qui ébranlent l'ordre d'avant-guerre.

LE POUVOIR POLICIER

Les gouvernements de guerre répondent à l'opposition en renforçant le pouvoir policier. Des régimes autoritaires comme la Russie tsariste se sont toujours appuyés sur la force et l'intimidation. Mais à présent, même les régimes parlementaires sont prêts à réprimer toute dissidence.

La police britannique se voit octroyer des pouvoirs exceptionnels par la loi sur la défense du royaume (DORA) d'août 1914. Cette loi autorise l'arrestation et la répression des dissidents, et éventuellement leur comparution devant une cour martiale. C'est en vertu de cette loi que les meneurs irlandais de la Révolte de Pâques en 1916 sont exécutés. La loi est élargie à plusieurs reprises ; elle confère aux autorités britanniques le droit de suspendre la publication des journaux et d'intervenir dans la sacro-sainte vie privée des citoyens britanniques, en réglementant l'usage de l'éclairage intérieur, la consommation de nourriture et les horaires d'ouverture des bars. Les pouvoirs de la police s'accroissent à mesure que l'opposition à la guerre augmente. Cette tendance est particulièrement marquée en France où, au début, l'autorité publique se montrait plutôt laxiste. La recrudescence des grèves, les mutineries dans l'armée en mai-juin 1917 et les débats de plus en plus nombreux sur la possibilité d'une paix négociée suscitent des doutes sur la volonté des Français de poursuivre le conflit. Le choix, comme président du Conseil, le 16 novembre 1917, de l'inflexible briseur de grèves Georges Clemenceau signifie qu'une majorité de parlementaires français souhaite continuer la guerre, même au prix de certains accommodements avec les libertés. Clemenceau sévit sans merci contre tous ceux qui sont suspectés de soutenir une paix de compromis. Le ministre de l'Intérieur, Louis Malvy, qui, depuis 1914, s'était montré trop conciliant avec les suspects en question, est accusé de trahison et condamné à cinq ans d'exil. L'ancien président du Conseil Joseph Caillaux, qui avait publiquement défendu l'idée d'une paix de compromis, est emprisonné durant deux ans dans l'attente de son procès pour

trahison. Plusieurs directeurs de journaux pacifistes sont également envoyés en prison et Paul Bolo, lui aussi directeur d'un journal pacifiste, soupçonné d'avoir reçu des subsides de l'Allemagne, est exécuté. Ces accusations de trahison, comme il s'avère après guerre, procèdent d'un état d'hystérie lié à la guerre ou d'un opportunisme politique. Même la France éprise de liberté laisse les libertés civiles s'éroder sous l'effet de la guerre.

CONTRÔLE DE L'OPINION PUBLIQUE

Les formes traditionnelles de contrôle de l'opinion, comme la censure des journaux et du courrier personnel, constituaient des pratiques bien établies. Même les gouvernements démocratiques s'accordaient toute autorité pour éviter la divulgation des secrets militaires et le débat d'idées subversives.

Les formes nouvelles de contrôle des opinions se présentent comme d'authentiques innovations de la Première Guerre mondiale. Tous les pays belligérants ont recours à ce que l'historien français Élie Halévy a appelé plus tard « l'organisation de l'enthousiasme ». Les efforts des gouvernements pour influencer l'opinion de leurs citoyens sont le signe, pour Halévy, que la Première Guerre mondiale a inauguré « l'ère des tyrannies¹ ».

Au début de la guerre, les gouvernements n'ont guère besoin d'attiser l'émotion populaire. Dans l'*East End* londonien, par exemple, des femmes s'organisent en patrouilles dites « plume blanche », car elles affublent d'une plume, symbole de lâcheté, les jeunes gens encore en habit civil pour les stigmatiser. Plus tard, lorsque les gouvernements devront ranimer un enthousiasme qui faiblit, les affiches de guerre joueront, de ce point de vue, un rôle très efficace. Avant l'instauration de la conscription en Grande-Bretagne, deux chefs-d'œuvre du genre mettent la pression sur les jeunes gens pour les pousser à s'engager. Sur la première affiche, on voit le ministre de la Guerre, lord Kitchener, pointer directement du doigt un individu, et on lit : « La Grande-Bretagne a besoin de toi. » Sur la seconde, une petite fille demande à son père : « Papa, qu'est-ce que tu faisais durant la guerre ? »

Clemenceau mobilise des journalistes incommodes, ou leur accorde un sursis d'incorporation en échange d'articles ou de reportages bellicistes. L'état-major allemand s'appuie sur des dirigeants ouvriers pour diffuser dans les usines des « programmes d'édification ». Plus tard, au cours de la guerre, les nationalistes allemands constituent un nouveau parti de masse, le « Parti de la Patrie », financé par des fonds secrets de l'armée. Ils prêchent la discipline de guerre et l'expansion territoriale de l'Allemagne. En 1918, le Parti de la Patrie est plus important que le parti social-démocrate. Les nationalistes conservateurs allemands s'approprient habilement les techniques d'organisation inventées par les partis de masse de gauche.

1. Elie Halévy, *L'Ère des tyrannies*, Paris, Gallimard, 1938.

L'impact intellectuel

Quatre années d'une guerre sanglante écornent l'image stéréotypée de l'Européen de 1914, libéral, rationaliste et optimiste. Le quart de la terre le plus « évolué » a régressé jusqu'au stade de la barbarie, de par sa propre volonté. Où était le progrès ? Et la raison ?

La poésie de l'époque se fait l'écho de la perte des illusions et de l'émergence d'un nouveau sentiment de colère. Comme presque tous ceux qui partent à la guerre en 1914, les poètes croient à l'héroïsme. Le poète britannique Rupert Brooke exalte les leçons de virilité que donne le combat¹ :

*« Maintenant Gloire à Dieu qui nous a appariés à ses lois
Accueilli notre jeunesse et nous a tirés de notre sommeil
A donné à notre main l'assurance, la clarté à notre regard et une force décuplée
Pour nous détourner, heureux, d'un vieux monde ennuyeux
Comme des nageurs plongeant dans l'eau pure,
Heureux de quitter les cœurs malades que l'honneur n'émeut pas,
Quitter les demi-hommes et leur vaine chanson grise,
Et toutes les petites d'un amour vide. »*

En France, Charles Péguy, poète à la fois mystique et socialiste, écrit en 1913 :

*« Heureux ceux qui sont morts dans les grandes batailles
Couchés dessus le sol à la face de Dieu [...]
Heureux ceux qui sont morts dans une juste guerre
Heureux les épis mûrs et les blés moissonnés². »*

Péguy est tué en 1914 et Brooke meurt en 1915 ; on ne peut donc qu'imaginer ce qu'ils ont pu éprouver au combat, s'ils se sont sentis endurcis par la guerre ou le cœur rempli d'amertume.

L'œuvre du poète britannique Wilfred Owen, qui survivra jusqu'en 1918, au départ poésie romantique assez convenue, évolue vers une dénonciation virulente des responsables de la guerre. Dans *Dulce et decorum est* (1917), il tourne en dérision « le vieux mensonge », selon lequel il serait bon de mourir pour son pays, après avoir fait une description insoutenable d'un soldat gazé qui tousse en crachant ses poumons. Un autre poème paraphrase l'histoire d'Abraham prêt à sacrifier son fils Isaac en réponse au commandement de Dieu. À la différence d'Abraham cependant, le personnage de Wilfred Owen ne tient pas compte de ce que lui ordonne l'ange – « d'égorger un bélier à la place ».

1. Rupert Brooke, *Si je meurs..., 1914 et autres poèmes*, Christian de Bartillat, 2003.

2. Charles Péguy, *Œuvres complètes*, Gallimard, 1975.

« Mais le vieil homme passe outre et égorge son fils
Et la moitié des fils de l'Europe, l'un après l'autre¹. »

La colère de ces soldats-poètes n'est pas dirigée contre l'ennemi, mais contre les pères. Ils accusent le vieux monde, et sa certitude qu'une guerre « endurecit » l'homme. La Première Guerre mondiale donne naissance à toute une littérature de répudiation. Dans le roman d'Erich Maria Remarque, *À l'ouest, rien de nouveau*, comme nous l'avons déjà souligné, le vrai coupable est le maître d'école patriote. *Hommes éminents de l'époque victorienne* (1918), ouvrage écrit par l'objecteur de conscience britannique Lytton Strachey, tourne en ridicule toute la génération précédente à travers une série de biographies critiques d'un certain nombre de dirigeants.

L'expérience de la guerre n'a pas produit en elle-même de nouvelles formes et de nouveaux styles artistiques. Mais elle a rendu bien plus appropriées et plus accessibles au commun des mortels la dimension critique, expérimentale, la dérision de l'avant-garde des années précédant la guerre, ainsi que la part de violence et de révolte contenue dans les arts.

La fascination pour l'absurde et le subconscient semble bien plus à propos après la saignée des années de guerre. Le mouvement Dada élève la dérision au rang d'art mineur, usant d'une série de canulars pour tourner en ridicule la culture bourgeoise, ennuyeuse et moralisante. Dada (nom ostentatoirement absurde) est fondé à Zurich en 1916 par un jeune poète roumain Tristan Tzara, et gagne Paris, Berlin et New York vers la fin de la guerre. Les artistes Dada font enrager leur public en faisant lire simultanément leurs œuvres par sept poètes au son des cloches et en gratifiant Mona Lisa d'une moustache. Marcel Duchamp présente un urinoir baptisé « fontaine » à une exposition de sculpture qui se tient à New York en 1917, abolissant ainsi les limites de ce que l'on désigne sous le vocable d'œuvre d'art.

Les dadaïstes ont pour ambition de se libérer du conformisme et du faux respect, mêlé de révérence, qui auréole l'art du passé. Le dadaïsme prône la « destruction nécessaire » du vieux monde. « Après le carnage, nous gardons seulement l'espoir d'une Humanité purifiée². »

En dehors de ce mouvement, un autre, plus profond, le mouvement surréaliste voit le jour et se développe dans les années 1920. Le surréalisme plonge directement ses racines dans l'expérience de guerre. André Breton, infirmier dans un hôpital psychiatrique, découvre chez les victimes en état de choc à la suite de bombardements le pouvoir de l'inconscient. Grand lecteur de Freud, fasciné par la magie et les rêves, Breton abandonne la médecine pour se consacrer à une littérature capable de libérer le génie inconscient des

1. Wilfred Owen, *Dulce et Decorum Est, The Parabol of the Old Man and The Young*, in *Collected Poems*, New York, 1964. Le premier titre fait référence à un vers tiré d'une ode du poète latin Horace qu'Owen a appris à l'école : « Il est bon et juste de mourir pour son pays. »

2. « Manifeste Dada », 1918, in Maurice Nadeau, *Histoire du surréalisme*, Seuil, 1945.

contraintes exercées non pas seulement par l'art bourgeois, mais « de tout contrôle exercé par la Raison¹ ». « Nous vivons encore sous le règne de la logique », se plaint Breton. Il pense que « l'écriture automatique », qui laisse venir sous la plume des mots et des associations de mots libres, libérera une création spontanée. *Les Champs Magnétiques*, publiés en 1920, sont le fruit de cette expérience d'écriture automatique.

Les chefs de file du mouvement futuriste d'avant-guerre, le poète italien Filippo Marinetti et l'artiste Umberto Boccioni, par exemple, sentent immédiatement que la guerre comble leur fascination pour la vitesse, la violence et la machine. Marinetti manifeste en mai 1915 pour l'entrée de l'Italie dans la guerre ; quant à Boccioni, il meurt au combat.

Même si les chefs de ces mouvements sont en désaccord entre eux sur plus d'un point, ils partagent le même mépris des modernistes pour l'académisme dans les arts, une haine envers la culture bourgeoise et une confiance sans réserve dans l'expression libre du génie individuel.

À la fin de la guerre qui a demandé tant d'immenses sacrifices pour un si piètre résultat, beaucoup d'artistes n'éprouvent plus que vide et désolation. « Mes sens sont carbonisés », écrit Wilfred Owen à son compagnon d'armes le poète anglais Siegfried Sassoon, le 10 octobre 1918, peu de temps avant d'être tué. Un soldat avait reçu une balle en pleine tête à ses côtés, éclaboussant de son sang Owen. « Je vais retrouver la capacité de sentir, mais pour l'instant, il ne le faut pas². » Sous l'apparence joyeusement loufoque du mouvement Dada se cache le même sentiment de vide. Loin d'être un simple exercice dépourvu de sens, l'écriture automatique du surréaliste André Breton évoque puissamment la désolation. On trouve dans le poème de T. S. Eliot *Les Hommes creux* (1925) la plus célèbre évocation de ce vide spirituel d'après guerre. Nous savons maintenant que son désespoir était lié à des difficultés personnelles, mais ses derniers vers éveillent immédiatement un écho parmi la génération d'après guerre :

« C'est ainsi que finit le monde
C'est ainsi que finit le monde
C'est ainsi que finit le monde
Pas sur un boum, sur un murmure³. »

On ignore, à la fin de la Première Guerre mondiale, où cette colère peut mener. Si ces intellectuels entrent en politique, ce ne peut être qu'une politique antibourgeoise. Finalement, Marinetti rejoint son compagnon Mussolini, partisan de l'entrée de l'Italie en guerre en 1915. Les surréalistes André Breton et Louis Aragon pensent, quant à eux, que la révolution bolchevique russe est plus propice à la libération du génie créateur ; ils rejoignent le Parti

1. André Breton, *Premier manifeste surréaliste*, éditions du Sagittaire, 1924.

2. Wilfred Owen, *Collected Letters*, Oxford, 1967.

3. T. S. Eliot, *La Terre vaine et autres poèmes*, Seuil, 2006.

communiste français. Les réactions des intellectuels à l'expérience de la guerre laissent penser que, malgré les importants désaccords qui les séparent, ils sont prêts à adhérer à n'importe quel mouvement, pour peu qu'il promette une issue radicale.

